

LE DILEMME DES INVESTISSEMENTS

LES INDICES ECONOMIQUES.

Les énormes pertes de substance que la France a subies pendant cette dernière guerre et les difficultés sans nombre qui en résultèrent pour la remise en état de son économie nationale, se révèlent avec moins de bruit mais avec plus d'ampleur, dans les données du problème des investissements.

Le bilan des besoins à satisfaire, se monte à des chiffres effrayants. Partout, dans le pays, les ruines semées par les combats, les vides laissés par les pillages systématiques des envahisseurs, et l'usure et le vieillissement de l'équipement national réclament des milliards et des milliards. Les estimations faites sitôt après la libération, quand la monnaie française n'était pas encore éreintée par l'effort qu'on lui avait demandé depuis lors, présentaient un compte de plus de 4.000 milliards de francs de dommages de guerre. A cela il faut ajouter les dépenses réclamées par le plan Monnet pour la modernisation et le développement de l'équipement économique de la France.

Pour ne pas encombrer ce compte sommaire avec des chiffres dont il est difficile de fixer la valeur réelle d'aujourd'hui, nous dirons simplement que le problème posé par la reconstruction et l'équipement est un des plus angoissants. Non seulement, à cause de ses proportions financières mais aussi et surtout en raison de l'esprit, nous dirons spécifiquement français, dans lequel on cherche à le résoudre.

Le même problème s'est posé, avec autant de force, dans tous les pays ravagés par la guerre. Mais la solution qu'ils ont adoptée diffère, dans la majorité des cas, de celle française. Etant donné que les investissements ne peuvent être réalisés qu'à l'aide des réserves accumulées, dans le pays ou chez le bailleur de fonds et par l'épargne courante, c'est à dire par des prélèvements sur le travail et la consommation, de nombreux pays et particulièrement ceux, à régime autoritaire ont opté pour la solution, sans doute efficace mais brutale, qui consiste à imposer à la génération actuelle des sacrifices impitoyables. C'est la solution des privations très dures, du travail jusqu'à l'épuisement de la discipline qui écrase l'individu, bref, c'est la soumission totale d'un peuple aux dessein choisis par son gouvernement.

Une telle solution répugne au peuple français. Le Français veut bien contribuer au relèvement de son pays mais il entend le faire en homme libre ; c'est pourquoi il entend céder librement la part de son travail qu'il peut offrir, sous forme d'épargne, à l'Etat pour la satisfaction des besoins de la reconstruction. C'est aussi la raison pour laquelle aucun gouvernement français ne s'est pas avisé d'invoquer la reconstruction pour demander au peuple de souffrir et de peiner comme s'il devait se racheter une faute, de même qu'il n'y a pas cherché une excuse pour ajourner les réformes sociales, pour ne pas remplir les obligations envers les invalides, les veuves et les orphelins de guerre.

Certes, cette conception humaine de l'effort collectif n'est pas sans inconvénients ; mais les valeurs qu'elle sauvegarde sont de beaucoup les plus précieuses aux yeux des français.

J.B. Florian

L'arrivée, à Bordeaux, du premier bateau chargé de produits destinés à la France en vertu du plan Marshall en faveur de l'amitié franco-américaine et de la coopération économique des peuples épris de la paix et du progrès

Réduit à son aspect pratique, l'évenement signifie que dans les douze mois suivants la France recevra des Etats-Unis des marchandises pour plus d'un milliard de dollars, c'est-à-dire, au prix du marché intérieur, pour plus de 300 milliards de francs. Une telle infusion des produits utiles aura, certes, des effets bienfaisants sur l'économie française. D'autant plus qu'il s'agit de produits dont le choix a été fait d'après un plan bien déterminé qui vise à améliorer les conditions de vie des Français et à donner un nouvel essor à la production française.

Il y aura, certes, des secteurs où les produits américains viendront en concurrence avec les produits français. Mais non pas une concurrence anarchique ; au contraire elle sera réglée et pesée par l'administration dans le but de provoquer la baisse des marchandises dont le prix de vente est en disproportion avec le prix de revient.

De ce point de vue aussi, les effets du plan Marshall s'engrènent parfaitement dans l'action du gouvernement français pour la baisse des prix par des moyens strictement économiques.

** La perspective d'une baisse des prix entretient sur le marché une certaine lourdeur ; les consommateurs remettent leurs achats en l'escomptant et l'accumulation des stocks pèse sur la trésorerie de nombreuses entreprises.*

Ce sont les signes précurseurs de l'assainissement du marché et les autorités paraissent convaincues que les marges bénéficiaires sont encore assez grandes pour permettre la baisse sans trop de dommages pour les commerçants et les producteurs.

L'activité industrielle est en progrès constant : la consommation d'énergie électrique, malgré la réduction saisonnière de la consommation ménagère, est montée de 84,8 millions de Kwh à 86,2 millions de Kwh, à la suite de nouveaux besoins de l'industrie.

LE MARCHÉ DES CHANGES

L'interprétation, peut-être hâtive, des événements diplomatiques internationaux a provoqué, la semaine dernière, une détente très marquée sur le marché des changes. Le prix de l'or, a fait un bond en arrière et le Napoléon s'est inscrit au marché libre à 3875 contre 4050 au début de la semaine. Le dollar papier a aussi baissé sensiblement : de 359 il est passé, au marché parallèle à 340 francs, tandis qu'au marché officiel il a coté inchangé à 305,40.

Le cours conventionnel de la peseta espagnole a été fixé dans le nouvel accord économique franco-espagnol à 19,63 frcs. F. par peseta.